

véritables possibilités à notre secteur privé. Le commerce international se développera davantage, conduisant ainsi à la croissance économique de tous nos pays.

Cependant, l'amélioration des conditions d'accès aux marchés ne suffit pas. Il faut aussi des règles du GATT plus claires et plus prévisibles sur les subventions et les mesures compensatoires, les mesures antidumping et les sauvegardes. Seule une action politique de notre part permettra d'arriver à un résultat raisonnable et équilibré dans nos efforts de réforme du système du GATT.

Pour cela, il faudra mettre en place un solide mécanisme de règlement des différends et une nouvelle organisation commerciale multilatérale pour administrer d'une façon cohérente tous les arrangements issus de l'Uruguay Round.